

Les Amériques en septembre 2002



Afef Benessaïeh

Ce mois-ci, les organismes multilatéraux se font une macabre concurrence à qui brandira les pronostics économiques et financiers les plus bas pour l'Amérique latine et les Caraïbes. La Banque interaméricaine de développement (BID) prévoit que l'Amérique latine connaîtra un recul de l'activité économique de - 1,3 % pour l'année en cours, pour retrouver une croissance de l'ordre de 3 % en 2003. La Commission des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) estime de son côté que pour ce qui va des premiers six mois de l'année, le PIB de la région a chuté de plus de - 3 %, ce qui rend impensable qu'elle puisse atteindre les modestes 1,1 % de taux de croissance que l'organisme avait pronostiqué pour 2002. Enfin, le Fonds monétaire international (FMI) calcule pour sa part que le PIB de la région connaîtra un recul de - 0,6 % cette année... De quoi faire réfléchir l'économiste en chef du Fonds, Kenneth Rogoff qui avoie candidement que le FMI a encore beaucoup à apprendre sur les crises et les insuccès de ses politiques. En fait, exception faite du Canada et, dans une moindre mesure, du Chili, qui continuent l'un comme l'autre d'afficher de bons résultats (respectivement, 3,4 % et 2,2% de croissance en 2002 selon le FMI), les choses vont plutôt mal dans l'ensemble des Amériques, avec deux sujets de préoccupation majeure : le Brésil, toujours au bord d'une crise financière majeure, et les États-Unis, qui se font maintenant ouvertement pointer du doigt par le FMI pour l'ampleur de leur déficit et les risques systémiques que celui-ci fait peser sur l'économie mondiale.

*

* * *

La nervosité des marchés financiers

Après le temps des incertitudes voici maintenant venu le temps des inquiétudes ! Signe des temps, le FMI se montre on ne peut plus prudent dans ses prévisions économiques¹. Pour l'organisme, l'économie mondiale est toujours sur la voie de la reprise, mais l'horizon s'est sérieusement obscurci depuis le printemps : les marchés boursiers sont en déroute, les conditions financières se sont détériorées dans les pays en développement, le dollar est sous pression, les prévisions dans les grandes régions économiques du monde ont toutes été révisées à la baisse et les bruits de guerre font ont fait monter brutalement les prix du pétrole. Et histoire de ne pas arranger les choses, non seulement l'économie américaine ne joue plus son rôle de locomotive de la croissance de l'économie mondiale, mais qui plus est le déséquilibre de sa balance courante est devenu tel que la question n'est plus de savoir si celui-ci est soutenable ou non, mais à quel moment et comment le réajustement va se faire. Et comme la patience n'est pas la vertu première des marchés financiers...

- Les économistes du Fonds n'en continuent pas moins de miser dans leur dernier *Panorama économique mondial* sur une croissance de l'économie mondiale de 2,8 % en 2002 et de 3,7 % en 2003. Pour les pays du G-7, la croissance économique devrait à peine être de 1,4 % cette année et de 2,3 % l'année prochaine. Des chiffres qui seraient sans doute plus bas n'eût été de la solide performance économique du Canada, qui, une fois n'est pas coutume, reçoit les éloges de tout côté avec une croissance anticipée de 3,4 % cette année et l'année prochaine. Si le mauvais élève demeure une fois de plus le Japon, toujours en récession (-0,5 % en 2002), ce sont les États-Unis et l'Amérique latine qui font l'objet de toutes les préoccupations.

Dans le cas des États-Unis, deux problèmes sont pointés : la crise de confiance que traversent les marchés boursiers et financiers et la surévaluation du dollar. Entre le 25 mars et le 6 septembre 2002, les marchés boursiers ont reculé de quelque 21 % aux États-Unis (de 34 % dans le cas des valeurs technologiques), de 27 % dans la zone euro, de 16 % au Japon et de 22 % au Royaume-Uni. L'impact de cette baisse sur les dépenses (effet de richesse) serait de l'ordre de 1 point de PIB aux États-Unis et au Royaume-Uni et de un quart de point de PIB au Japon et dans la zone euro. Quant à la question du dollar, elle est étroitement liée à celle du déficit courant. Celui-ci, sous la poussée des importations, devrait dépasser les 4,5 % du PIB cette année. Parallèlement, alors qu'on anticipait un excédent budgétaire de l'ordre de 3 % du PIB cette année, c'est avec un déficit de l'ordre de 1,75 % du PIB qu'il faut désormais compter. Pour le FMI, et ce, contrairement à un point de vue fort en vogue au sein de l'administration présidentielle, le déficit extérieur fait problème, autant pour les incidences négatives que peuvent avoir des variations brutales du taux de change sur l'économie américaine et ses partenaires commerciaux via les ajustements des changes, que pour les risques d'instabilité qu'il fait peser sur le système financier international lui-même. En clair, la situation présente n'est pas sans rappeler celle qu'a connue le monde après la première guerre mondiale lorsque l'Angleterre est brutalement passée du statut de grand argentier à celui de grand débiteur.

L'Amérique latine est le second sujet de préoccupation du Fonds monétaire international, au point d'amener ses hauts dirigeants à s'interroger ouvertement sur l'efficacité des politiques et des réformes mises en place sous les auspices du Fonds. De toutes les régions en développement, c'est l'Amérique latine qui affiche la pire performance. Le FMI prévoit un recul du

¹ <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2002/02/index.htm>

PIB de - 0,6 % pour 2002, après une médiocre croissance de 0,6 % en 2001, des chiffres en fort contraste avec ceux qu'affiche l'Asie, soit 6,1 % de croissance attendue pour cette année comparativement à 5,7 % l'année dernière. L'Argentine devrait connaître une baisse de son PIB de quelque 16 % cette année, l'Uruguay une baisse de 11,1 % et le Venezuela une baisse de 6,2 %. Même les bons élèves, le Mexique et le Chili notamment, voient leur croissance affectée par la crise : dans le premier cas, la croissance économique ne devrait pas dépasser 1,5 % cette année (après une contraction de - 0,3 % en 2001), et dans le second cas, elle devrait être de l'ordre de 2,2 % (2,8 % en 2001). Par ailleurs, les flux nets de capitaux privés ne devraient guère dépasser 10,3 milliards de dollars cette année, comparativement à 22,8 milliards l'année dernière. Avec un problème supplémentaire : non seulement les investissements directs sont en baisse (40,4 milliards de prévus en 2002 comparativement à 66,9 milliards en 2001), mais les banques récupèrent leur mise. Ainsi, les sorties nettes de capitaux au titre des prêts commerciaux sont estimées à quelque - 31,1 milliards de \$ É.U. en 2002, comparativement à - 41,9 milliards.

- Même son de cloche du côté de l'Institute of International Finance, pour qui la crise de confiance des investisseurs touche tous les pays émergents, et tout particulièrement l'Amérique latine². L'organisme s'attend d'ailleurs à ce que le total des flux ne dépasse pas 122,9 milliards de \$ É.U. cette année, comparativement à 126 milliards l'année dernière, et quelque 151 milliards l'année prochaine si tout va bien.... On est fort loin du chiffre record de 355 milliards de \$ atteint en 1996. Comparativement, les investissements directs devraient demeurer sensiblement les mêmes, soit 123,6 milliards en 2002 contre 127,7 milliards en 1996 ; par contre, alors qu'au cours de cette année, les prêts commerciaux nets ont atteint le chiffre

record de 207,4 milliards, la tendance pour l'année 2002 devrait être la même qu'en 2001, soit des sorties nettes : - 19,7 milliards en 2001 et - 0,8 milliards en 2002. Si l'Asie continue de faire bonne figure malgré la crise de confiance, l'Amérique latine désespère les investisseurs : en 2002, les flux privés nets ne devraient pas dépasser 29,1 milliards de \$ É.U. (45,6 milliards en 2001). Ceux-ci se décomposent ainsi : 34,7 milliards de \$ É.U. d'entrées nettes au titre des investissements directs et de portefeuille et - 5,6 milliards de \$ É.U. de sorties nettes au titre des prêts privés, dont - 8,2 milliards de \$ É.U. au titre des prêts bancaires. La crise de confiance ne touche pas seulement les flux financiers, elle a également un impact sur le risque souverain, autrement dit sur la prime de risque que les pays doivent payer pour accéder aux marchés financiers : en moyenne, la prime de risque (Argentine et Brésil exclus) est passée de quelque 400 points de base à plus de 670 points de base entre mai et septembre 2002, un renversement de tendance qui devrait se poursuivre. Dans le cas de l'Amérique latine, la prime de risque, qui avait dépassé les 1200 points de base à l'automne 2001 pour retomber par la suite jusqu'à quelque 700 point de base en avril 2002, se situer à la mi-septembre à 1173 points de base.

L'influent organisme montre d'ailleurs beaucoup de pessimisme par les temps qui courent, mais ce qui l'inquiète peut-être le plus c'est la manière dont les institutions financières internationales voudraient voir les créanciers privés associés à la gestion des risques financiers que leur incapacité à prévenir les crises financières. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les grandes banques internationales sont pour le moins nerveuses en ce moment et que les propositions faites par le FMI et la CNUCED de réviser en profondeur les mécanismes de restructuration des dettes, et ce, afin d'accroître la responsabilité des créanciers privés, voire d'introduire des clauses de faillite dans les contrats de prêt, ne sont pas en odeur de sainteté en ce moment dans les milieux financiers et leurs

² <http://www.iif.com/press/pressrelease.quagga?id=52>

associations comme l'Institute of International Finance.

ALENA : conjoncture économique et politique

États-Unis

• Où vont les États-Unis ? Il n'y a pas que les grands financiers et le FMI qui s'inquiètent de la détérioration rapide de la conjoncture économique et financière aux États-Unis. En fait, il n'y a plus guère que l'administration Bush et les économistes qui gravitent autour de celle-ci pour continuer de fonctionner à coups de pensée magique et prétendre que l'économie américaine est, malgré les soubresauts actuels, bien engagée sur la voie de la reprise. Le scénario de la rechute (la double récession, en « W ») fait de plus en plus d'adeptes, à commencer parmi les économistes des grandes maisons d'investissement et de courtage. Personne ne conteste le fait que les mesures monétaires et budgétaires prises avant et après le 11 septembre ont eu un impact positif sur l'économie. Le problème c'est, non seulement celles-ci semblent avoir épuisé leurs effets, mais qui plus est, avec des taux d'intérêt réels devenus négatifs, la Réserve n'a plus guère de marge de manœuvre.

Dans un article publié le 2 octobre dans le *International Herald Tribune*, Paul Krugman s'interroge : « Bad as Japan's policy has been, it is possible that the United States will do even worse ». En temps normal, la politique monétaire et la politique budgétaire, par leurs effets contracycliques, auraient dû permettre à l'économie japonaise de sortir de sa léthargie. Mais, lorsque les problèmes sont structurels, tout ce que peuvent faire les politiques contracycliques, c'est d'empêcher que l'économie ne s'enfonce davantage dans la crise. Pis, avec le temps, par leurs effets sur la dette et sur l'allocation des fonds, ces politiques viennent créer d'autres problèmes qui, s'ajoutant aux problèmes structurels déjà existants, ne font qu'aggraver les choses. La

même chose ne serait-elle pas en train de se produire dans le cas des États-Unis. Après avoir critiqué le Japon pour ses mauvaises politiques, les États-Unis ne seraient-ils pas en train de suivre, mais en pire, le même patron que celui-ci ? La question mérite d'être sérieusement posée, d'autant qu'il apparaît maintenant de plus en plus clairement que les dix longues années de croissance ininterrompue ont reposé sur un véritable château de cartes. Après la bulle des technologies, celle de la bourse, et celle de l'immobilier, la prochaine bulle qui pourrait bien éclater, et peut-être même plus vite qu'on ne le pense, ne sera-t-elle pas celle de la dette ?

Deux chiffres parlent d'eux-mêmes : (1) en 1980, les États-Unis affichaient un solde financier international (actifs à l'étrangers – créances envers l'étranger) positif, de l'ordre de 13 % du PIB ; deux décennies plus tard, le bilan net est devenu lourdement négatif, de l'ordre de - 22 % du PIB. (2) Le taux d'épargne net, en pourcentage du PIB, est passé de 10,9 % à 4,8 % entre les années soixante et les années quatre-vingt-dix. En 2001, il était de 3,8 %. Parallèlement, pendant la même période, l'épargne nette provenant de l'étranger est passée, en pourcentage du PIB, de - 0,6 % (ce qui indique des sorties nettes de capitaux) à 1,4 %, voire 3,8 % en 2001. Et tout indique que les chiffres pour 2002 seront pires encore. Selon les données du FMI, à eux seuls, les États-Unis absorbent actuellement 6 pour cent de l'épargne mondiale. De l'avis même de l'organisme des ajustements s'imposent. Curieusement, par crainte de froisser son principal bailleur de fonds mais aussi par crainte de remettre en question la croissance de l'économie mondiale, le FMI s'est toujours retenu de critiquer les États-Unis à ce sujet.

En fait, pratiquant la politique de l'autruche, les dirigeants du FMI ont toujours adopté une attitude fort complaisante à l'égard des États-Unis, préférant considérer leur cas comme un cas d'exception, du moins tant et aussi longtemps que l'économie américaine jouait un double rôle vis-à-vis de l'économie mondiale, de locomotive et de marché, un double rôle qu'elle pouvait d'autant mieux jouer que le déficit commercial était associé à la croissance et qu'il était plus que financé par les entrées de capitaux que cette croissance attirait. Mais tel n'est plus le cas aujourd'hui : (1) la croissance est molle mais le déficit extérieur n'en continue pas moins de se creuser ; (2) et si les besoins de financement augmentent toujours, les investisseurs se font de plus en plus hésitants. Il est d'ailleurs significatif de constater à cet égard que sur l'indice de confiance des investissements étrangers de la firme A.T. Kearny, les États-Unis ont glissé au second rang dans l'enquête publiée au cours du mois de septembre, derrière ... la Chine. Ce qui veut tout dire !

- Dans l'immédiat, les indicateurs économiques n'affichent rien de très positif. Tout d'abord, la confiance des consommateurs américains continue de s'effriter. Ainsi, l'indice prévisionnel de l'université du Michigan enregistre en septembre une baisse de 1,5 points par rapport au mois précédent, pour glisser à 86,1 comparativement à 87,6 le mois précédent. Il s'agit d'une quatrième baisse mensuelle consécutive et du plus bas niveau depuis novembre.

Ensuite, ce qui a de quoi désappointer davantage les éternels optimistes, l'indice des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier a passé, en septembre, la barre fatidique du 50 %. L'indice est en effet tombé à 49,5, comparativement à 50,5 au mois d'août. L'indice pour les nouvelles commandes a légèrement augmenté, pour passer de 49,7 à 50,2, mais celui de la production a lourdement chuté, pour passer de 55,6 à 50,9 entre août et septembre. Du

point de vue de l'activité industrielle, l'*Institute for Supply Management* (ISM) calcule pour sa part que l'indice du mois d'août n'a pas bougé par rapport à juillet dernier (50,5). La Fed a pour sa part confirmé cette tendance, en indiquant que la production industrielle a chuté de - 0,3 % en août, renversant la tendance positive des sept premiers mois de l'année. La composante des nouvelles commandes s'est pour sa part contractée à 49,9, passant en-dessous du seuil des 50 démarquant la contraction de l'expansion. La composante de l'emploi, après avoir baissé à 45 en juillet, s'est pour sa part légèrement rétablie à 45,8 en août.

Quant aux chiffres sur l'emploi, ils laissent les économistes toujours aussi perplexes : d'un côté, le taux de chômage continue de baisser, pour atteindre 5,6 % en septembre, mais de l'autre, les pertes d'emploi sont toujours importantes. Les créations nettes d'emplois sont limitées et surtout dues au secteur des services. Dans le secteur manufacturier, l'emploi continue toujours de reculer, et même fortement au cours des deux derniers mois : en août et en septembre, ce sont, respectivement, 35 000 et 63 000 emplois qui ont été perdus dans ce secteur.

Autre mauvaise nouvelle : les données du recensement indiquent que les revenus réels des ménages ont reculé en 2000 et 2001. Alors que le revenu réel médian s'établissait à 43 355 dollars en 1999, il tombait à 43 162 dollars en 2000 et à 42 228 dollars en 2001. Pour 2002, les chiffres indiquent jusqu'ici une légère augmentation, insuffisante cependant pour couvrir l'augmentation des dépenses.

Canada

Au Canada, la conjoncture économique est décidément bonne, ce qui permet au gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, à défaut d'autre explication, d'en attribuer le mérite « au cadre solide que nous nous sommes donné pour maîtriser l'inflation et gérer les finances publiques ».

Le FMI estime pour sa part que le pays connaîtra la plus forte croissance économique de l'ensemble des membres du G7 pour cette année et la prochaine. Les pronostics du Fonds sont que l'économie canadienne atteindra un taux de croissance de 3,4 % en 2002 et 2003. En comparaison, ses prévisions pour les États-Unis sont que la croissance enregistrera les 2,2 % cette année et 2,6 % en 2003. Au seul mois de juillet, le PIB a augmenté de 0,4 % et la production industrielle de 1,5 %, grâce notamment à la croissance du secteur manufacturier, tiré par les exportations vers les États-Unis. Celles-ci d'ailleurs ont enregistré en juillet la plus forte augmentation depuis plus d'un an, soit 4,2 % sur un mois et 2,9 % par rapport à juillet 2001. Le solde commercial avec les États-Unis s'élève, pour les sept premiers mois de l'année 2002, à 53,7 milliards de \$ can. comparativement à 60,5 milliards de \$ pour la même période en 2001. Ce qui est plus qu'honorable compte tenu du climat économique chez nos voisins. Globalement, l'excédent commercial ne s'élève par contre qu'à 32,4 milliards de dollars can., comparativement à 42,6 milliards l'année dernière, une diminution imputable pour partie au recul de l'excédent avec les États-Unis et pour partie au creusement du déficit avec toutes les autres régions du monde.

La productivité et la création d'emploi montrent également de bons résultats. Au second trimestre de l'année en cours, la productivité a augmenté de 0,9% par rapport au trimestre précédent, pour une sixième augmentation trimestrielle consécutive, augmentation d'autant plus appréciée qu'à la différence de ce qui se passe aux États-Unis, cette augmentation s'accompagne d'une création d'emplois. En comparaison, les chiffres estimés pour les États-Unis atteignent un peu moins de la moitié (0,4 %). Pendant la même période, la production des entreprises canadiennes s'est accrue de 1,3 %, et le niveau d'emploi a pour sa part augmenté de 0,9 %. Autres bonnes données : l'indice composite enregistre pour le mois d'août une treizième hausse consécutive,

soit + 0,2 % comparativement à - 0,1 % aux États-Unis ; le taux d'utilisation de la capacité de la production industrielle a de nouveau augmenté au second trimestre, pour atteindre 83,2 %, comparativement à 81,9 % au premier trimestre. C'est ce que viennent confirmer les chiffres de l'emploi pour le mois d'août : 21 000 emplois ont été créés au cours du mois, comparativement à 14 200 emplois le mois précédent, ce qui représente une création nette d'emplois de quelque 149 000 depuis le début de l'année.

Mexique

Si la conjoncture économique continue de s'améliorer au Mexique, c'est surtout le rapport présidentiel sur l'état de l'économie et le scandale financier autour de Pemex qui attirent l'attention.

- Le président du Mexique, Vicente Fox, a en effet présenté son deuxième rapport annuel au début septembre, lequel déclare rondement, à la stupéfaction de nombreux députés au Congrès, que le pays va très bien aux plans économique et politique, et que, sur le plan extérieur, le gouvernement a réorienté les paramètres de la politique étrangère du pays vers la promotion de la « démocratie, la tolérance et la sécurité ». Les faits contredisent les paroles du président.

Nombreuses sont en effet les études économiques qui montrent que celui-ci rêve en couleur puisque ni la croissance — estimée entre 1 et 1,7 % pour 2002 — ni l'emploi ne sont au rendez-vous et que les comptes commerciaux continuent de montrer que les Mexicains achètent plus de l'extérieur qu'ils n'y exportent. Sur ce plan d'ailleurs, le compte courant a enregistré un déficit d'un peu plus de 3 milliards de \$ É.U. au deuxième trimestre, et un surplus de 2,7 milliards de \$ É.U. au compte des capitaux. Pour ce qui va du premier semestre de l'année, le déficit du compte courant est estimé à 6,8 milliards de \$ É.U. La production industrielle montre, par contre, de meilleurs résultats : en juillet, la

production industrielle a progressé de 1,9 % par rapport à juillet de l'an dernier - secteur manufacturier (1,7 %), construction (2 %), électricité, gaz et eau (6,1 %) -. Par contre, les maquiladoras ne se relèvent toujours pas : la production de ce secteur a chuté de - 4,1 % entre juillet 2001 et 2002. Côté emplois, selon le Secrétariat du travail et de la prévision sociale (STPS), les chiffres montrent que, depuis le 1er décembre 2000, les pertes d'emploi ont déjà atteint les 457 400 postes. Seuls les investissements étrangers se montrent à la hauteur de la complaisance de Fox : la Banque du Mexique estime en effet que depuis 18 mois, près de 31 milliards de \$ É.U. en capitaux étrangers ont afflué au pays (dont 40% sont attribuables à la vente du groupe banquier Banamex à l'américaine Citigroup). La CEPALC pour sa part calcule que le pays devrait aussi recevoir près de 12 milliards de \$ É.U. en 2002

Quant à la « nouvelle » politique extérieure de l'administration Fox, elle fait froncer du sourcil à plus d'un. On reproche notamment à l'administration son « à-plat-ventrisme » vis-à-vis des États-Unis, en matière commerciale, énergétique et de sécurité en particulier, et le refroidissement diplomatique avec Cuba — ce mois-ci, l'ambassadeur du Mexique à Cuba a été rappelé à l'ordre par le Secrétariat des Affaires extérieures, pour ensuite être faussement accusé de corruption, puis forcé de présenter sa démission -. Plutôt que de « redéfinition » de la politique extérieure, les analystes préfèrent parler de rupture avec les principes-clé de la tradition diplomatique du pays, au sein de laquelle la relation spéciale avec Cuba était centrale.

- Au mois de septembre, une controverse politique a particulièrement échauffé les esprits au Mexique : le « Pemexgate ».

Plusieurs dirigeants syndicaux de la compagnie d'État auraient en effet contribué financièrement à la campagne électorale du candidat du PRI aux élections du 2 juillet 2000, pour un montant évalué entre 60 et 120 millions de \$ É.U. (le chiffre varie selon

la source). Mais au-delà des procès pour corruption, c'est surtout la dimension politique du Pemexgate qui attire l'attention : d'une part, l'administration Fox semble chercher à museler l'opposition des députés du Parti de la révolution institutionnelle (PRI, au pouvoir de 1929 à 2000) à son projet de privatiser partiellement le secteur de l'énergie (pétrole et électricité). À ce sujet d'ailleurs, il est important de signaler que trois des dirigeants syndicaux impliqués dans le Pemexgate sont actuellement membres du Congrès. D'autre part, il semblerait également que l'exécutif cherche à créer dans l'opinion publique un courant plus favorable aux privatisations. En évenant largement le degré de corruption, les liens partisans des syndicats, et les irrégularités comptables de grandes entreprises publiques comme Pemex, l'administration vise surtout à salir l'adversaire, ce qui est de bonne guère, et à retourner l'opinion publique en sa faveur. L'affaire, qui n'en est qu'à ses débuts, s'est aussi trouvée amplifiée par la menace d'une grève généralisée des travailleurs du pétrole, ceux-ci exigeant, question de faire pression sur le gouvernement en guise de solidarité avec les ex-dirigeants syndicaux inculpés, une augmentation des salaires de 15 %. Aggravée par la nervosité des investisseurs et la chute subséquente du peso aux deuxième et troisième semaines de septembre, l'affaire a vite pris un tournant politique, avec le résultat que le gouvernement Fox a dû négocier d'urgence un cessez-le-feu avec le PRI et offrir à la fin du mois 7,3 % de hausses salariales, une offre acceptée presque d'immédiat par le syndicat pétrolier.

Il faut croire que le gouvernement Fox se soit plutôt bien sorti d'une situation dans laquelle il n'avait pas le gros bout du bâton : Pemex contribue pour environ un tiers aux caisses de l'État, et constitue, en plus d'être actuellement le premier fournisseur de pétrole des États-Unis, l'une des réserves stratégiques les plus importantes pour eux. Vu l'imminence d'une guerre avec l'Irak, l'administration Bush n'aurait certainement

pas apprécié que l'un de ses plus importants pourvoyeurs prenne une pause syndicale. Dans cette position de force, que le PRI et le syndicat pétrolier aient lâché prise laisse

perplexe : à moins que le Pemexgate ne soit beaucoup plus gros que ce qu'on veut bien laisser entendre !

Différends commerciaux

Aux premiers jours de septembre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a confirmé sa décision en faveur de l'Union européenne (UE) dans le litige commercial l'opposant aux États-Unis sur la question des avantages fiscaux aux grandes firmes exportatrices (FSC). L'UE est autorisée à appliquer des sanctions commerciales allant jusqu'à 4 milliards de \$ É.U. (l'équivalent des subventions publiques estimées pour les firmes états-uniennes). Il s'agit d'une victoire majeure pour l'UE. Toutefois, Pascal Lamy, le commissaire européen au Commerce, maintient toujours l'attitude conciliante dont il avait déjà fait preuve en août dernier dans le dossier de l'acier, préférant négocier de main ferme et continuer de faire pression plutôt que d'appliquer des sanctions qui risqueraient de déclencher une guerre commerciale. En position de force maintenant, l'UE attend donc patiemment la révision prochaine de la loi fiscale. Dans le cas contraire, l'UE haussera ses barrières tarifaires à l'entrée d'une liste de produits américains « politiquement sensibles ». Tout semble indiquer qu'il en sera ainsi, du moins si l'on en juge d'après les déclarations et propositions récentes du Représentant au Commerce, Robert B. Zoellick, sur l'acier et l'agriculture notamment, et le changement d'attitude des responsables et fonctionnaires américains dans les différents dossiers, à commencer par celui du bois d'œuvre. La stratégie américaine semble plutôt de gagner du temps en faisant traîner les choses, pour finalement se conformer discrètement aux décisions.

Ainsi, à la mi-septembre, l'OMC a établi, à la demande des États-Unis, un panel

d'experts visant à évaluer les mesures de sauvegarde décidées récemment par l'UE sur ses importations d'acier états-unien. Les États-Unis argumentent que l'UE n'a pas encore prouvé que les droits sur l'acier (de 8 à 30 %) causaient un tort aux pays européens. L'UE rétorque pour sa part que ses propres mesures visent plutôt à protéger le marché européen contre une éventuelle « inondation » de produits détournés du marché américain, non à pénaliser les producteurs américains. L'UE fait partie d'un groupe de pays qui ont déposé pas moins de huit plaintes à l'OMC contre les États-Unis. La décision du panel d'expert de l'OMC n'est pas attendue avant l'année prochaine.

Un autre point pour les États-Unis : le litige avec l'Argentine sur les droits de propriété intellectuelle progresse à son avantage. Après plus de trois années de dispute, le gouvernement Duhalde a en effet décidé, à la mi-septembre d'accéder à la requête des États-Unis de revoir la loi argentine sur les brevets pharmaceutiques. L'Argentine admet maintenant le brevetage des micro-organismes et de procédés utilisés dans la mise au point de produits pharmaceutiques comme le lui avaient demandé les États-Unis. La démonstration de la preuve est également renversée : les firmes américaines n'auront plus à prouver leurs allégations dans le dossier des copies génériques ; ce seront les compagnies suspectées de plagiat qui auront à fournir les preuves de leur innocence et, le cas échéant, payer les droits de brevet applicables. Enfin, et bien que les États-Unis et l'Argentine soient parvenus à un accord dans un domaine important de la propriété

intellectuelle, la résolution définitive du différend — et l'annulation des sanctions commerciales appliquées par les États-Unis à des pays incriminés comme l'Argentine et le Brésil — dépend encore de la décision de l'OMC. Dans le cas de l'Argentine du moins, on peut croire que ce sont surtout des considérations politiques conjoncturelles — le fait que les États-Unis pèsent d'un grand poids dans la décision du FMI de la secourir ou non — qui expliquent le fait que l'Argentine ait finalement décidé de reculer dans un dossier d'une telle importance.

Enfin, quelques progrès à mentionner au chapitre de la dispute sur le bois d'œuvre

résineux entre le Canada et les États-Unis. Aux derniers jours de septembre, l'OMC a en effet jugé que les droits de 19,31 % imposés par les États-Unis sur le bois canadien contreviennent aux règles du commerce international. Cependant, la dispute n'est pas encore résolue, le Canada doit attendre 9 à 10 mois pour connaître la décision finale du groupe spécial de règlement des différends de l'organisation. Mais c'est déjà une grosse victoire pour le Canada, et l'on peut s'attendre maintenant à ce que les négociateurs américains soient un peu plus conciliants.

MERCOSUR

Argentine

En Argentine, la presse écrite de septembre commente avec une certaine vigueur la détérioration notable des relations entre le gouvernement argentin et plusieurs hauts-fonctionnaires du FMI ; aussi le gouvernement a-t-il décidé de faire directement campagne auprès des grands actionnaires du Fonds pour le convaincre d'adoucir sa poigne. Pendant ce temps-là, le ministre de l'économie Roberto Lavagna tricote des solutions désespérées pour renflouer les réserves en devises internationales du pays. Il a entre autres décidé de contrôler davantage les transactions financières vers l'extérieur des grandes compagnies pétrolières et minières, et ce afin de les inviter à investir sur place. Cela dit, quelques relativement bonnes nouvelles pour l'Argentine ce mois-ci.

D'abord, et moins de trois jours avant l'échéance du 9 septembre, le Fonds a consenti de remettre à un an le paiement dû de quelques 2, 8 milliards de \$ É.U. En échange, l'organisme y est évidemment allé de son habituel sermon sur l'importance de continuer les réformes — notamment sur les

plans monétaire et de la privatisation des banques publiques, comme une série d'autres thèmes incluant la levée du "corralito" maintes fois déclaré inconstitutionnel — et de rétablir les consensus sociaux et politiques nécessaires à la stabilité du pays, tout en laissant savoir que la possibilité d'un nouvel accord sur une ligne de crédit additionnelle était encore loin du compte. La BID, pour sa part, et à l'occasion d'une déclaration de solidarité apportée par son directeur, Enrique Iglesias, à l'équipe Duhalde, a accordé un nouveau prêt de 190 millions de \$ É.U. au pays dès le 6 septembre. Cela dit, la possibilité d'un nouveau défaut de paiement avec les créiteurs multilatéraux n'est pas tout à fait exclue: le 15 octobre prochain, l'Argentine doit rembourser quelque 800 millions de \$ É.U. à la Banque mondiale, ce qui est fort improbable si l'on considère que les réserves de la Banque centrale n'atteignent que les 950 millions de \$ É.U., et qu'y puiser, comme le suggère le FMI, signifierait abandonner toutes possibilités d'agir sur le marché des changes. En plus, la Banque mondiale ne peut reporter l'échéance qu'à condition que le FMI ait convenu d'un accord avec le pays en difficultés de paiements... On peut donc s'attendre à ce

que la Banque mondiale reporte le remboursement du prêt et qu'en attendant, les négociations avec le FMI continuent.

Brésil

• Malgré une distribution du vote qui avait été largement prévue par les enquêtes réalisées au cours des derniers jours, les élections présidentielles du 6 octobre dernier au Brésil n'ont pas permis de déterminer avec certitude l'identité du prochain président au pays. Luis Inacio da Silva, candidat du Parti des Travailleurs (PT), est arrivé en tête en obtenant 46,5 % des voix, alors que José Serra, dauphin de Fernando Henrique Cardoso et candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) en obtenait 24,2 %, lui donnant ainsi accès au second tour qui aura lieu le 27 octobre prochain. D'autre part, les deux autres candidats qui luttaient pour la seconde place ont surpris les observateurs par la faiblesse de leur appui électoral. Enfin, près de 18 % de l'électorat brésilien s'est abstenu, une valeur élevée compte tenu des habitudes nationales.

Les trois semaines qui nous séparent du second tour ouvrent la voie à une toute nouvelle campagne électorale, cette fois-ci reposant sur des négociations complexes permettant au PT et au PSDB de former des coalitions multi-partisanes, seule façon de s'assurer une majorité dans un système partisan fluide et très fragmenté. Le caractère imprévisible de la vie politique au Brésil a souvent surpris les observateurs, et c'est ce qui explique pourquoi beaucoup d'analystes hésitent toujours à prédire l'identité du prochain président. Même si les enquêtes prévoient un gain du candidat du Parti des Travailleurs peu importe qui est son rival au second tour, un événement imprévu comme celui qui avait assuré la victoire de Fernando Collor de Mello en 1989 face au chef historique du PT peut toujours survenir. Les milieux conservateurs au Brésil ont généralement tendance à réagir fortement au second tour, ce qui pourrait avantager la candidature de José Serra, le

porte-voix des milieux financiers locaux et étrangers qui voient en lui la seule garantie de continuité à l'heure actuelle sur la scène politique brésilienne.

• Au plan économique, le FMI prévoit un taux de croissance de 1,5 % de l'économie brésilienne en 2002.

En août, le solde commercial a affiché 1,6 milliard de \$ É.U. (soit 5,8 milliards en exportations et un peu moins de 4 milliards de \$ É.U. en importations), un surplus qui ne s'était pas vu depuis mai 1990. De janvier à août de l'année en cours, le surplus commercial a atteint les 5,4 milliards de \$ É.U. — le meilleur résultat sur les neuf premiers mois de l'année depuis 1994. Les analystes économiques estiment que le surplus commercial du Brésil pourrait atteindre les 8 milliards de \$ É.U. cette année. Toutefois, ces chiffres sont trompeurs dans la mesure où l'excédent n'est pas attribuable aux gains commerciaux, mais plutôt au fait que les importations ont baissé fortement, plus fortement en fait que les exportations. Par rapport à la même période l'année dernière, les exportations ont chuté de janvier à août 2002 de - 6,5 % en valeur, et les importations, de -18,8 %. Enfin et en excluant le commerce bilatéral avec l'Argentine (principalement concentré dans le secteur manufacturier), le commerce total du Brésil aurait enregistré une contraction totale de 0,7 % pendant cette période.

Uruguay

En Uruguay, l'activité bancaire semble reprendre un air d'aller, et le déficit des comptes publics revient à des proportions à peu près normales, soit - 30,3 millions de \$ É.U. en août comparativement à - 154 millions de \$ É.U. en juillet. Cela dit, le marché intérieur est loin de s'être rétabli de la crise qui affecte le pays depuis de plus de trois ans. Selon l'Institut de statistiques, l'inflation aurait atteint 5,8 % au mois d'août dernier, ce qui constitue la hausse la plus importante des dix dernières années.

Pour l'instant, les prévisions sont que le pays enregistrera une forte contraction de son PIB en 2002, soit - 11 %. Depuis 20 juin dernier (jour de l'abandon du taux de change fixe), la monnaie uruguayenne a perdu environ 40 % de sa valeur. Sur le plan extérieur, les importations totales de l'Uruguay — surtout dans les secteurs de la machinerie et des équipements — se sont contractées de plus de - 33,1 % de janvier à août 2002 (en comparaison avec la même période en 2001), pour afficher un chiffre de 1, 3 milliard de \$ É.U. Au seul mois d'août, la chute des importations a atteint les - 51,5 % par rapport à août 2001.

Paraguay

Au Paraguay, le gouvernement de Gonzalez Macchi suscite la fureur de nombreux secteurs sociaux et politiques qui exigent son départ. Déjà aux prises avec de réelles difficultés internes auxquelles il ne peut uniquement répondre par la répression comme il l'a fait à la mi-septembre, le

gouvernement doit de surcroît négocier avec le FMI. L'organisation internationale exige que la loi de transition économique précisant les objectifs fiscaux et macro-économiques du gouvernement soit approuvée au Congrès avant d'autoriser un nouvel accord de confirmation. Le problème c'est que, comme en Argentine, le FMI ne semble pas vouloir saisir que l'absence de consensus politiques sur de telles réformes n'augure rien de bon aux plans de la durabilité de ces réformes et de la gouvernabilité du pays. De son côté, la BID, qui joue les bonnes infirmières entre chaque thérapie de choc du FMI, a approuvé à la mi-septembre un prêt de 28, 4 millions de \$ É.U. destinés à des programmes de développement social dans le pays. Un tel prêt ne ressoudra certainement pas les problèmes sociaux dérivant d'une crise économique qui dure depuis sept ans et auquel Macchi doit répondre. Le 26 septembre, le président a indiqué qu'il renoncerait au poste qu'il occupe si son parti, le Parti Colorado, l'exigeait...

Brèves hémisphériques

- Fin septembre, suite à la visite de Duhalde au Brésil, l'Argentine et le Brésil ont signé un nouvel accord dans le secteur automobile. En 2003, l'Argentine pourra exporter le double en valeur de ce qu'elle importe du Brésil. Le quota passera à 2,4 et 2, 6 en 2004 et 2005. Un accord de libre-échange sectoriel est prévu pour 2006.

- Sur le front des négociations hémisphériques, le Brésil a rejeté à la mi-septembre une proposition canadienne visant à convoquer le prochain sommet des Amériques en 2003 plutôt qu'en 2005.

- Les représentants au commerce du Mexique et de l'Uruguay se sont rencontrés à la troisième semaine de septembre à la ville de Mexico pour y conclure la troisième ronde des négociations visant un accord de

libre-échange d'ici décembre prochain. Ils y ont essentiellement abordé la question des investissements des entreprises publiques.

- Plutôt que de se joindre au groupe des pays d'Amérique centrale qui tentent de donner un suivi au projet de libre-échange annoncé à la légère par Bush en avril dernier, le Panama fait cavalier seul dans ses pourparlers commerciaux avec l'Amérique du nord. Début septembre, le pays a conclu la dernière ronde des négociations visant la signature d'un accord de libre-échange avec le Mexique, prévu pour cet automne. Avec les États-Unis, le Panama a aussi amorcé au 20 septembre sa quatrième ronde de négociations.

- Le 16 septembre, les délégués des ministères de l'économie des pays centro-

américains ont remis aux représentants au commerce des États-Unis leur proposition visant à amorcer les négociations en vue de définir un accord de libre-échange. Ils y ont notamment suggéré que les négociations devraient initier entre novembre et décembre prochain, et qu'elles devraient se réaliser sur dix rondes pour être conclues à la fin de 2003.

- Les contrôles de qualité de l'UE ne semblent pas convaincre les Brésiliens. Le 11 septembre, l'UE a en effet décidé de lever les restrictions qu'elle appliquait sur les viandes en provenance du Paraguay depuis février dernier, ce qui lui permettrait maintenant d'exporter annuellement vers le marché européen jusqu'à 1000 tonnes de viandes bovines de haute qualité. Le Brésil ne voit pas les choses sous cet angle : les viandes et produits animaux de provenance paraguayenne sont toujours interdits d'entrée au Brésil, le bétail étant soupçonné d'être touché par la fièvre aphteuse.

- Le Brésil a par ailleurs d'aller de l'avant dans le dossier de l'agriculture et de porter plainte contre les États-Unis et l'Union européenne. Dans ce dossier d'ailleurs, les négociations sont au point mort. Le Brésil allègue que les subventions nuisent au commerce des pays en développement et contribuent à l'effondrement actuel des cours des matières premières.

- Le 25 septembre, les États-Unis ont annoncé que la Colombie, la Bolivie et le Pérou satisfaisaient aux prérequis pour bénéficier de la loi sur les préférences commerciales andines (ATPA) approuvée en août. Aucune mention n'est faite du Venezuela, et l'Équateur est encore sous étude...

- Le 9 septembre, le Congrès des États-Unis a approuvé l'octroi de quelque 416 millions de \$ É.U. à l'armée colombienne. Le Congrès estime que l'armée colombienne satisfait aux prérequis en matière de respect des droits humains. La chose est plus

qu'inquiétante dans la mesure où le gouvernement Uribe a considérablement durci ses positions. Toute personne peut maintenant être arrêtée sans mandat judiciaire et de nombreuses zones spéciales sous contrôle militaire ont été créées.

- Le 13 septembre, la Banque mondiale a octroyé un crédit de 50 millions de \$ É.U. au Pérou, qui seront alloués à des travaux hydrauliques en zones rurales. 100 millions additionnels ont été débloqués par l'organisme la semaine suivante.

- Enfin, on notera que l'ascenseur semble toujours fonctionner aussi bien entre la pétrolière Chevron et l'administration Bush ! À preuve, le responsable de la division antitrust du département de la Justice, Charles James, va rejoindre la compagnie et en devenir le vice-président... On lui doit, entre autres, d'avoir permis à la compagnie Microsoft de trouver un accord à l'amiable avec la justice américaine.